

Un dérobade

Depuis six ans que dure la Révolution algérienne, sous la forme de luttes armées de partisans, le 27 octobre 60 aurait pu être la première manifestation puissante contre les entreprises impérialistes du capitalisme français, si la manifestation dans Paris projetée primitivement par toutes les Unions départementales, avait été maintenue.

Toutes les grandes organisations portent leur part de responsabilité.

Il est bien vrai que devant les nouvelles difficultés du capitalisme devant l'impasse dans laquelle se trouve désormais le pouvoir, la S.F.I.O. craignant comme le feu l'unité d'action même partielle, fait tous ses efforts pour ressusciter la troisième force. L'anticommunisme de ses dirigeants est à la mesure des difficultés du capitalisme français, de la société bourgeoise dans laquelle ils se sont profondément intégrés. Il faut bien dire aussi que les dirigeants des centrales syndicales C.F.T.C., F.O. et F.E.N. ne rêvent que d'échapper à l'unité d'action avec la C.G.T. et le Parti Communiste Français. Les dirigeants de l'U.N.E.F., et même ceux du P.S.U., n'ont pas de position fondamentalement différente, même s'ils adoptent à l'égard du P.C.F. une tactique plus souple et plus satisfaisante.

Mais il faut proclamer que s'il fut facile à la F.E.N., à l'U.N.E.F., à l'U.D. F.O. et à l'U.D. C.F.T.C. de décommander la manifestation centrale, c'est en raison du « lâchage » de la C.G.T. et du P.C.F.

Une manifestation avant-gardiste avec F.O. et la C.F.T.C. ?

La manifestation projetée à la Bastille aurait été une manifestation avant-gardiste, selon le jugement de Thorez.

Comment une manifestation, à laquelle les U.D. F.O. et C.F.T.C. participaient, pouvait être considérée comme une manifestation avant-gardiste ?

Les manifestations d'avant-garde ont, d'ailleurs, des vertus que Thorez méprise un peu trop. Dans un contexte politique donné, elles réveillent l'opinion, suscitent des prises de position

comme le prouvent les effets du Manifeste des 121, qui n'est absolument pas étranger aux développements politiques récents chez les Etudiants et les Travailleurs.

C'est le 25 octobre au soir, après une entrevue avec les représentants du ministère, que l'U.N.E.F. a finalement abandonné l'idée de la manifestation à la Bastille. Mais le Bureau Politique du Parti Communiste Français, le Bureau de l'U.D. C.G.T., la veille au soir, c'est-à-dire le 24 octobre, enjoignaient à leurs militants et leurs sympathisants de ne pas outrepasser les interdictions gouvernementales. En réalité, depuis le 5 octobre, date de l'appel de l'U.N.E.F., le P.C.F. et la C.G.T. étaient opposés à une manifestation centrale dans Paris.

Les Etudiants se voyaient donc dans la perspective d'avoir à manifester quasi seuls dans Paris, privés qu'ils étaient du gros des troupes de la C.G.T. et du P.C.F., qui ont une expérience des manifestations de rue bien plus sérieuse que celle des militants de la F.E.N., de F.O. et de la C.F.T.C.

A supposer même que les dirigeants de l'U.N.E.F. fussent ébranlés par les décisions gouvernementales, la dérobade de la direction du P.C.F. n'était pas pour les affermir dans leur résolution.

Ainsi donc, il est hors de doute que les directions du P.C.F. et de la C.G.T. viennent de rééditer un mauvais coup analogue au vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956.

L'objet de cet article est de mettre en lumière les raisons profondes de cette nouvelle dérobade.

Il n'y avait pas de risque d'aventure

En d'autres temps, le P.C.F. n'a pas hésité à affronter la police et les C.R.S. sur des mots d'ordre qui ne mobilisaient pas profondément la classe ouvrière : la manifestation du 28 mai 1952 contre Ridgway fut une manifestation avant-gardiste, à laquelle ne participèrent que des communistes.

Quoi qu'il en soit, le 27 octobre ne peut absolument pas être comparé au 28 mai 1952. La manifestation de 1952 était dirigée contre l'impérialisme amé-

ricain, réalité qui paraissait plutôt lointaine aux grandes masses des travailleurs. Le 27 octobre, tout au contraire, il s'agissait de la lutte contre le colonialisme français, de la lutte contre la guerre d'Algérie, réalités toutes proches pour la grosse majorité des travailleurs de toute catégorie.

L'intérêt, les inquiétudes que suscite la guerre d'Algérie dans l'ensemble de la population, le retentissement de tout ce qui touche de près ou de loin les questions algériennes, mettaient une manifestation centrale à l'abri de l'aventurisme. La participation massive des Etudiants au meeting de la Mutualité le prouve.

Thorez n'est pas si délicat qu'il le dit

Un autre argument a surtout été développé par Thorez au dernier Comité Central : le P.C.F. et les travailleurs qu'ils représentent ne veulent pas être utilisés comme force d'appoint. Thorez n'a-t-il pas qualifié l'initiative de l'U.N.E.F. d'étrange, parce que la direction des Etudiants avait pris une initiative sans consulter les Partis ?

Le P.C.F. ne nous avait pas habitués à tant de susceptibilité.

Car enfin depuis vingt-cinq années, sa politique n'est-elle pas précisément celle d'une force d'appoint ? Dans le « Front populaire », lorsque les radicaux ont demandé au P.C. de ne pas créer de Comités à la base, les dirigeants stalinien n'ont-ils pas acquiescé, laissant ainsi entre les mains de la bourgeoisie de gauche la conduite des opérations

En 1945, à l'époque du tripartisme, sur intervention spéciale de Thorez, n'a-t-on pas adopté une politique analogue ?

Continuons. En 1948 s'est constitué le Mouvement de la Paix qui a lancé une grande campagne de signatures connue sous le nom de l'appel de Stockholm. En quoi le P.C.F., organisation anticapitaliste de lutte contre la guerre se différenciait-il, à ce moment, du Mouvement de la paix organisation pacifiste ? En rien. Le P.C.F. et ses militants jouaient le rôle de force d'appoint aux personnalités progressistes. Pen-